JEAN-CLAUDE CHEYNET

SE RÉVOLTER LÉGITIMEMENT CONTRE LE »BASILEUS«?

La question peut paraître sacrilège, car nul n'ignore que le *basileus* tient son pouvoir de Dieu lui-même et que s'opposer à l'empereur est un sacrilège sanctionné par l'aveuglement du coupable. Cependant l'histoire de l'Empire byzantin compte de nombreux coups d'État, couronnés de succès. La contradiction n'est qu'apparente. En effet, le souverain en place n'est qu'un délégué de Dieu, avec l'approbation de l'armée, du Sénat et du peuple, et donc cette délégation peut lui être retirée. C'est pour la même raison qu'un système héréditaire a mis tant de temps à s'imposer dans l'Empire byzantin, en dépit de ses avantages évidents puisqu'il réduisait le danger des guerres civiles.

Le *basileus* en place peut n'avoir que les apparences du pouvoir et n'être en fait qu'un *tyrannos*, c'est-à-dire n'exercer qu'un pouvoir illégitime¹. Alors, le soutien divin ne lui est plus accordé et cette perte se manifeste souvent par des signes, les *théosèmia*, qui traduisent la colère divine, au premier rang desquels figurent les cataclysmes naturels et les défaites des armées impériales. Les empereurs eux-mêmes sont profondément convaincus du bien fondé de cette croyance. Ne dit-on pas que Léon III, profondément impressionné par l'explosion volcanique de Santorin, qui aurait ravagé une partie des côtes de l'Égée, aurait conclu que le courroux divin était provoqué par l'abandon de l'orthodoxie par les fidèles byzantins. Les conciles ayant finalement condamné toutes les »hérésies« christologiques, seuls pouvaient être en cause les excès du culte des images. Léon III se prononça donc contre cette pratique. Inversement, les sujets sont tentés de renverser un empereur qui agit contrairement aux préceptes chrétiens, car Dieu punira l'Empire, entraînant la défaite des armées. La légitimité et la piété de l'empereur constituent donc une condition de la survie des Byzantins, ce qui les conduit à observer, selon une grille de lecture appropriée, les faits et gestes de leurs souverains.

Relevant sans doute d'un héritage de la tradition grecque antique, il est admis qu'il faut résister au tyran et le renverser, d'autant plus que Dieu ne peut qu'approuver une telle entreprise, qui rétablira l'ordre naturel, la *taxis*, dans l'Empire terrestre, et corrigera une anomalie. Il y a donc tout un argumentaire

¹ Jean-Claude CHEYNET, Pouvoir et contestations à Byzance (963–1210), Paris 1990 (Byzantina Sorboniensia, 9), p. 177–184.

pour démontrer le caractère tyrannique d'un gouvernement et justifier un soulèvement. Nos sources dans ce domaine sont nécessairement très partielles et partiales à la fois, puisque nous conservons, sauf rares exceptions, celles qui expriment le point de vue des vainqueurs, mais parmi ces derniers se trouvent des usurpateurs heureux, dont les partisans décrivent le mauvais gouvernement de l'empereur déchu, ce qui dégage les thèmes justificatifs d'une révolte légitimée par le triomphe du rebelle, la victoire étant nécessairement interprétée comme une approbation divine. Mais, même lorsque l'empereur de Constantinople l'emporte finalement, nos sources laissent quelquefois entrevoir les motifs de ses adversaires, notamment quand ces derniers ont pu rallier la moitié de l'Empire et des armées contre le souverain en place, car les contemporains eux-mêmes cherchaient à élucider les raisons qui conduisaient à la guerre civile, perçue comme le pire de tous les maux.

Une des premières justifications de la rébellion est à chercher dans l'injustice dont aurait fait preuve le *basileus*. Rendre la bonne justice est en effet l'une des vertus impériales les mieux célébrées. La notion d'injustice est assez vague pour recouvrir bien des situations différentes. Le renvoi d'un bon serviteur, voire une accusation de complot sans fondement, sont parmi les cas les plus fréquemment avancés.

L'empereur est, en principe, le maître sans condition des nominations à tous les postes de l'Empire et, par conséquent, peut destituer qui il veut, quand il veut, sans avoir à se justifier devant quiconque. Cependant, pour les fonctions les plus importantes, cette nomination ne concerne pas seulement l'heureux titulaire de la charge, mais aussi son *oikos* en général, c'est-à-dire ses parents, amis et familiers qui, par son intermédiaire, trouvent une place dans l'administration impériale et s'assurent des revenus élevés et réguliers ainsi qu'une place de choix dans la société.

Le règne de Basile II est marqué par deux terribles révoltes, celles de Bardas Sklèros et de Bardas Phocas, deux des meilleurs chefs de guerre byzantins, qui ont réuni autour d'eux l'aristocratie micrasiatique. Bardas Sklèros se rebella en 976, quand Basile Lécapène qui gouvernait de fait l'Empire pour le compte de son petit-neveu, décida de le nommer simple duc de Mésopotamie, lui qui avait commandé les armées byzantines sous Jean Tzimiskès. Skylitzès précise que l'objectif était de diminuer la puissance de Sklèros, dont on craignait les aspirations à l'Empire. Le geste du parakoimomène décida Sklèros à la révolte, car il se sentit humilié et, fait que les chroniqueurs ne soulignent pas, sa faction perdait beaucoup de moyens d'action, ce pourquoi il trouva immédiatement de nombreux soutiens². Catherine Holmes a souligné que Bardas Sklè-

² Ioannis Scylitzae Synopsis Historiarum, éd. par Hans THURN, Berlin, New York 1973 (CFHB V, Series Berolinensis) [désormais: Skylitzès, Synopsis], p. 314–315. Traduction française: Jean Skylitzès, Empereurs de Constantinople. Texte traduit par Bernard FLUSIN et

ros disposait en fait d'un grand commandement, car ce stratège se voyait confier un front encore actif face aux Arabes de Mésopotamie, notamment les Hamdanides de Mossoul³. Peu importe la réalité, ce qui compte c'est le motif d'accusation contre le gouvernement de Constantinople qu'avaient pu exploiter les partisans de Sklèros auprès des soldats en garnison dans les lointaines provinces orientales.

Dans le cas de Bardas Phocas et des siens, la justification par l'arbitraire dont il fut victime est encore plus éclatante. Bardas Phocas avait été appelé à la rescousse par le parakoimomène Basile pour le sauver de Sklèros et, une fois sa mission accomplie, il fut bien récompensé. Mais en 985, Basile II voulant gouverner par lui-même, alors qu'il n'avait encore aucune expérience, se débarrassa du parakoimomène et prépara, l'année suivante, une expédition contre les Bulgares qui tourna au désastre. Bardas Phocas et ses officiers n'avaient pas été consultés et Jean Skylitzès affirme que le souverain les avaient négligés et traités comme des moins que rien. Le magistre Eustathe Maleïnos, parent de Bardas, avait été ignominieusement chassé de l'armée en marche vers la Bulgarie⁴. Michel Psellos confirme ces mauvais traitements: Phocas, victorieux, fut jugé »digne en principe des honneurs les plus grands, et ensuite des plus petits, voyant derechef s'écrouler sous lui ses espérances, en même temps qu'il estimait n'avoir en rien trahi la fidélité (*pistis*) qu'il avait engagée à certaines conditions et gardée«, se dressa contre Basile II⁵.

Ici, le reproche fait à l'empereur est bien celui de l'ingratitude. Ajoutons que la défaite face aux Bulgares subie par ce dernier fragilisait son statut impérial. Les Phocas et leurs parents et amis formaient un vaste groupe de pression. Menacés sans raison dans leurs intérêts vitaux, sans avoir conscience d'avoir trahi la confiance impériale, Phocas et ses nombreux fidèles estimaient que Basile s'était mal conduit à leur égard, adoptant en fait le comportement d'un *tyrannos*, même si un tel qualificatif n'est jamais prononcé. Dans les premières années de son règne personnel, Basile II a rencontré une forte opposition dont il reste un écho, car plusieurs écrivains contemporains étaient attachés aux Phocas plus qu'à la dynastie macédonienne, dont il faut bien dire que, avant cet empereur, elle n'avait guère donné de souverains vraiment capables, notamment sur le plan militaire, et qu'elle s'était reposée précisément sur les

annoté par Jean-Claude CHEYNET, Paris 2003 (Réalités byzantines, 8) [désormais: Skylitzès, traduction], p. 277.

³ Catherine HOLMES, *Basile II and the Governance of Empire (976–1025)*, Oxford 2005 (Oxford Studies in Byzantium), p. 324–328.

⁴ Skylitzès, *Synopsis* (voir n. 2), p. 332; Skylitzès, traduction (voir n. 2), p. 277.

⁵ Michel Psellos, *Chronographie*, éd. par Émile RENAULD, Paris 1967 [désormais: Psellos, *Chronographie*], I, p. 7.

Phocas dont elle avait fait la fortune⁶. C'est pour cette raison que les sanctions prises par Basile II, à une époque où il n'avait pas encore prouvé sa valeur, furent condamnées par une large partie de l'opinion. Jean de Mélitène, farouche partisan de Phocas, écrivit une épitaphe pour le tombeau de Nicéphore II, où il implorait l'empereur assassiné de sortir du tombeau pour sauver sa ville des barbares russes, allusion critique contre Basile II qui avait appelé les Russes, ultime recours contre les armées de Bardas Phocas marchant vers Constantinople⁷. Un autre contemporain, Jean dit le Géomètre, officier supérieur, disgracié lui aussi en 985 après la chute du parakoïmomène, et contraint d'entrer au couvent, reproche à Basile II son attitude, et ses poèmes reflètent l'opposition politique à l'encontre du porphyrogénète. Dans les poèmes rédigés au moment des guerres civiles, entre 986 et 990, il se lamente sur ces guerres, sur le désordre social. Il se plaint également que le sort de l'Empire soit désormais aux mains de généraux inexpérimentés et, plus généralement, que la puissance militaire de Byzance décline⁸. Ce n'est pas le tableau habituel des affaires militaires sous Basile II, mais, en réalité, pendant les guerres civiles, les princes arabes et caucasiens à l'Est et les Bulgares en Occident avaient fait reculer les frontières de l'Empire. L'autocratie absolue de Basile II est critiquée aussi par Psellos⁹.

Dernier exemple de l'ingratitude impériale, qui justifie de combattre le *basileus*, le sort de Georges Maniakès. Ce dernier, brillant officier, avait en partie reconquis la Sicile sur les musulmans lorsqu'il fut rappelé, en 1040, à Constantinople et emprisonné sous le prétexte qu'il complotait contre Michel IV¹⁰. Michel V, en 1042, libéra Maniakès, puis Zoé à son tour le renvoya en Italie. L'impératrice se choisit un nouvel époux, Constantin Monomaque. Ce dernier avait une maîtresse, Marie Sklèraina, dont le frère, Romain, vouait une haine à Maniakès au point d'envahir ses domaines des Anatoliques et même d'outrager sa couche, avant de le destituer. Furieux de cette double injustice, Maniakès fit exécuter l'ambassadeur chargé de l'arrêter et se révolta, à la tête de toute son armée, qui suivit son chef, apparemment sans hésiter, tant Monomaque était jugé coupable de laisser agir le frère de Marie Sklèraina¹¹.

⁶ Cf. Jean-Claude CHEYNET, Les Phocas, dans: Gilbert DAGRON, Haralambie MIHAESCU (dir.), *Le traité sur la guérilla (De Velitatione) de l'empereur Nicéphore Phocas (963–969)*, trad. et comm. par Gilbert DAGRON, Paris 1986, p. 289–315.

⁷ Marc D. LAUXTERMANN, *Byzantine Poetry from Pisides to Geometres. Texts and Contexts*, Vienne 2003 (*Wiener Byzantinische Studien*, XXIV/1), p. 234–235.

⁸ Id., *John Geometres – Poet and Soldier*, dans: *Byzantion* 68 (1998), p. 368.

⁹ Psellos, *Chronographie* (voir n. 5), I 18–19: »[Basile II] après avoir nettoyé l'empire des barbares, soumit de vive force, si je puis dire, ses sujets aussi, et par tous les moyens... Après avoir abattu les chefs des grandes familles et les avoir mis sur le même pied d'égalité que les autres, il put exercer le pouvoir avec la plus grande aisance...«.

¹⁰ Skylitzès, *Synopsis* (voir n. 2), p. 406; Skylitzès, traduction (voir n. 2), p. 336.

¹¹ Skylitzès, *Synopsis* (voir n. 2), p. 427; Skylitzès, traduction (voir n. 2), p. 355.

Le souvenir des exploits de Maniakès, qu'on rencontre sous diverses formes littéraires, trahit l'admiration que lui vouait une partie des Byzantins et révèle du même coup une vive opposition envers Monomaque et ses amis pour avoir causé la perte d'un tel général. Psellos, pourtant favorable à Monomaque, accuse ce dernier de s'être mal comporté avec le général:

alors que ce prince devait aussitôt et le flatter par toutes lettres de reconnaissance et d'honneur, et le couronner de mille couronnes, et mettre en œuvre tout ce qu'il fallait pour le bien traiter, il [Monomaque] négligea totalement tout cela et, ce faisant, il a pour l'Empire planté de loin les germes de difficultés¹².

Dans tous les cas évoqués, tant les officiers que les soldats des généraux concernés les ont aveuglément suivis, preuve non seulement qu'ils partageaient les mêmes intérêts et les mêmes espérances en matière de titres et de promotions, mais qu'en même temps, ils estimaient légitime leur mouvement de protestation. C'est sans doute pour cette raison que, plus de trente ans après la mort de Bardas Phocas, son fils Nicéphore, en 1022, attire encore des partisans lors de sa tentative rapidement avortée contre Basile II, parce qu'une grande partie de l'armée jugeait excessive la punition infligée à Phocas, et les grandes victoires de l'empereur, qui avait mis définitivement à genoux la Bulgarie en 1018, ne l'avaient pas lavé de cette accusation.

L'injustice peut prendre des formes moins spectaculaires. Les avantages excessifs trop éclatants accordés à un favori ou à un groupe limité de sujets engendrent chez les autres serviteurs une rancœur qui trouve un large écho.

Une des plus importantes révoltes du XI^e siècle éclata contre Michel VI, l'empereur que Théodora, l'ultime héritière de la dynastie macédonienne, avait désigné sur son lit de mort pour lui succéder. Le nouveau souverain couvrit de titres les habitants de Constantinople, dont les principaux fonctionnaires civils. Lorsqu'une délégation de généraux venus de la province se présenta, conduite par Isaac Commène et Katakalon Kékauménos, tous deux officiers de grande expérience, Michel VI leur refusa toute promotion et les renvoya, en les humiliant pour avoir en partie failli à leur tâche. Les deux chefs militaires réunirent leurs collègues et les impliquèrent sans difficulté dans une conjuration, justifiée par l'inégalité de traitement avec les responsables civils et l'humiliation subie. L'empereur, par son comportement, se serait donc montré indigne du sceptre qui lui avait été confié. Si les chroniqueurs en effet s'accordent tous pour condamner l'attitude de Michel VI, l'accusant de ne pas gouverner par lui-même et de suivre les avis de son ministre Léon Paraspondylos, c'est qu'ils sont partisans de l'un ou l'autre rebelle¹³. En réalité, la colère des

¹² Psellos, *Chronographie* (voir n. 5), II, p. 2.

¹³ Skylitzès, *Synopsis* (voir n. 2), p. 483–484, 486–487; Skylitzès, traduction (voir n. 2), p. 389–399, 400–401; Psellos, *Chronographie* II (voir n. 5), p. 84–85.

généraux fut moins unanimement partagée dans l'armée, puisque leurs hommes, qui durent affronter ceux de Michel VI, l'emportèrent difficilement, preuve que ce dernier avait su susciter des soutiens parmi les officiers et soldats, même en Asie Mineure.

Les confiscations arbitraires et injustes mirent souvent le pouvoir en danger. Alexis III, dont les finances étaient mal en point à la suite des échecs byzantins dans les Balkans, s'avisa de confisquer la fortune considérable d'un certain Kalomodios, banquier de son état à Constantinople. Lorsque la nouvelle se répandit dans les rues de la capitale, des attroupements, conduits par des collègues de Kalomodios, se formèrent, et Alexis III, instruit par divers précédents historiques dont le dernier était l'émeute populaire qui avait emporté Andronic I^{er} Comnène en 1185, renonça à son projet et obtint rapidement le retour au calme¹⁴. Quelques années plus tard, lorsqu'un des généraux de l'empereur Alexis III Ange, son cousin Manuel Kamytzes, fut capturé par un prince slave, le souverain profita de cette aubaine pour lui confisquer sa fortune, une des plus vastes de l'empire. Manuel Kamytzes, libéré mais s'étant vu refuser la restitution de ses biens, se révolta¹⁵.

Un empereur inapte à régner?

L'incompétence impériale se manifeste sous des formes variées. Ainsi l'âge trop tendre d'un héritier encore enfant implique qu'il ne puisse pas gouverner. Les périodes de régence constituaient des moments de faiblesse du régime, même si une mère veillait à l'intérêt de son fils. À plusieurs reprises des co-empereurs s'imposèrent ou furent imposés à l'héritier légitime. Lorsque la dynastie était bien enracinée comme celle des Macédoniens, elle surmonta l'épreuve. Ce ne fut pas toujours le cas. En 1182, Andronic Comnène, poussé par l'ambition, mais appuyé par la foule de Constantinople, parvint à se faire couronner aux côtés du jeune Alexis II, au nom du salut de l'État menacé par les ennemis, qui exigeait une main expérimentée. L'année suivante, il faisait étrangler son jeune cousin¹⁶.

Mais en dehors de ce temps de régence si périlleux, l'empereur majeur pouvait se voir contesté en raison de son incapacité réelle ou supposée à protéger le peuple chrétien. Les exemples sont innombrables, non pas qu'en règle générale les empereurs se soient montrés au-dessous de leur tâche, mais précisé-

¹⁴ Nicetae Choniatae Historia, éd. par Ioannes Aloysius VAN DIETEN, Berlin, New York 1975, (CFHB IX, Series Berilonensis) [désormais: N. Chônatiès], p. 524.

¹⁵ Ibid., p. 533.

¹⁶ Ibid., p. 273–274.

ment quand cela arrivait, le souverain avait tout à craindre pour son trône. Tout à fait significatif fut l'enchaînement d'événements qui conduisirent à l'abdication de Michel Rhangabé, car il n'y eut pas, à proprement parler, de révolte contre cet empereur, à en croire le chroniqueur Théophane, contemporain des événements¹⁷, alors que les chroniqueurs postérieurs, les divers continuateurs de Théophane et ceux qui les ont suivis, comme Skylitzès, voient en Léon V, le successeur de Michel, un fourbe rebelle¹⁸; de fait, deux ans seulement après sa prise du pouvoir, en 815, Léon V rétablissait l'iconoclasme.

Comment expliquer les faits? En 811, l'empereur Nicéphore I^{er} fait campagne contre les Bulgares du khan Kroum et trouve la mort avec la fine fleur de la jeunesse aristocratique. Son fils Staurakios ne lui survit guère et c'est son gendre, Michel, qui prend le pouvoir. Michel, fort pieux, a le soutien de Théodore, higoumène du prestigieux monastère du Stoudios, mais la menace ennemie se fait plus précise contre Constantinople, contraignant le souverain à passer à l'action. En juin 813, près d'Andrinople, l'armée byzantine, qui comprenait les bataillons d'Occident et d'Orient réunis, est sévèrement battue. La route de Constantinople est ouverte. Dans la capitale en proie à la panique, des iconoclastes vont aux Saints-Apôtres implorer Constantin V enterré dans ce sanctuaire et prétendent avoir vu le glorieux empereur sortir de son tombeau et monter à cheval. Spontanément, selon Théophane, Michel I^{er} propose de déposer le pouvoir en faveur du stratège des Anatoliques, Léon, officier expérimenté. Léon, comme il se doit, fait mine de refuser le pouvoir, tandis que l'épouse et les fidèles de Michel le dissuadent d'abandonner le trône. Cependant, les stratèges acclament Léon, le suppliant d'accepter le pouvoir au nom du bien commun (*koinon*) et du salut du peuple chrétien (*politeia Christianôn*), et le patriarche Nicéphore en personne acquiesce. Léon entre triomphalement dans la capitale, tandis que Michel, son épouse et ses enfants, sont tonsurés et prennent l'habit monastique.

D'après ce récit, la passation de pouvoir a été négociée, organisée par les élites militaires et civiles, et approuvée par le patriarche, avec le quasi-consentement de l'empereur en place. Cette vision harmonieuse est peut-être forcée car, d'après d'autres sources, Léon fit castrer Théophylacte, le fils aîné de Michel. Il n'en reste pas moins vrai que c'est l'incompétence de l'empereur en place qui est sanctionnée au nom du bien commun.

À plusieurs reprises, au XI^e siècle, les échecs militaires du souverain justifiaient des révoltes. Les Petchénègues, tribu nomade qui parcourait les plaines depuis le sud de la Russie jusqu'au nord du Danube, traversèrent le fleuve gelé durant l'hiver 1046-1047. Face à cette invasion massive, l'empereur Constantin Monomaque, qui menait une active politique militaire en Orient, disposait

¹⁷ Theophanis Chronographia 1-2, éd. par Carolus DE BOOR, Leipzig 1883-1885, p. 501-503.

¹⁸ P.ex. Skylitzès, Synopsis (voir n. 2), p. 6-7; Skylitzès, traduction (voir n. 2), p. 6-7.

de forces insuffisantes en Occident; il décida alors de traiter avec les Petchénègues, leur accordant des terres et des titres, espérant lever dans leurs rangs des soldats pour renforcer les troupes à l'est. Pour économiser l'argent de l'État, déjà fort sollicité par d'autres postes de dépense, campagne d'Orient et constructions munificentes, Constantin licencia une partie de l'armée d'Occident, qui manifesta son mécontentement par une rébellion vite étouffée. Une partie des chefs fut exilée, dont Léon Tornikios, originaire d'une grande famille d'Andrinople, capitale de la Thrace, qui fut envoyé au fin fond de l'Orient. Les familles d'Andrinople étaient sensibles à l'établissement de ces barbares, car les troubles risquaient de s'étendre rapidement à leurs domaines fonciers. À l'automne 1047, revêtu d'habits à la mode d'Arménie pour tromper la vigilance des espions, Tornikios s'enfuit et souleva les troupes d'Occident. Il faillit emporter la capitale, mais échoua et, jugé rebelle, fut aveuglé, à la Noël 1047, en compagnie de son principal lieutenant, Jean Batatzès.

En combinant les discours prononcés devant Monomaque par Jean Mauropus durant l'année 1047 et le récit de Psellos, les causes de la rébellion apparaissent nettement. Au printemps, l'empereur a décidé de ne pas livrer combat, contre l'avis des troupes d'Occident qui se soulevèrent. Confronté à cette agitation, il divisa les rangs des rebelles en offrant des titres à ceux qu'il persuada de rester et en renvoyant les autres, qui erraient désormais sans ressources sur les routes de Thrace. Léon Tornikios les rallia à sa cause, d'une part en promettant une lutte énergique contre l'envahisseur, et d'autre part, parce que les soldats licenciés nourrissaient de la haine contre Monomaque, lui qui faisait si peu de cas de leur sort et qui s'appêtait à les punir en raison des événements du printemps¹⁹. Il s'agit à la fois de blâmer le souverain et de se défendre par avance.

L'idée de l'inefficacité de l'empereur est particulièrement incitative et suscite les révoltes pour le détrôner. C'est pour ces raisons que les défaites militaires mettaient en danger, lorsqu'elles étaient répétées, le régime en place. Lorsque la Bulgarie retrouva son indépendance après 1186, les armées byzantines subirent de graves échecs sous le règne d'Isaac II Ange, notamment à Arkadioupolis en 1194, où une partie des meilleurs officiers restèrent sur le champ de bataille²⁰. L'année suivante, Isaac II fut renversé par un coup d'État, qui prit place dans le camp même de l'armée qu'il avait reconstituée pour marcher à nouveau contre les Bulgares. Les conjurés étaient des proches d'Isaac, qui choisirent pour le renverser son propre frère Alexis III²¹.

Il ne faudrait pas croire que seuls les empereurs vaincus aient encouru la colère de leurs sujets. Des empereurs qui ont laissé une image de grande réussite,

¹⁹ Jacques LEFORT, *Rhétorique et politique. Trois discours de Jean Mauropus en 1047*, dans: *Travaux et Mémoires* 6 (1976), p. 277; Psellos, *Chronographie* (voir n. 5), II, p. 16.

²⁰ N. Chôniatès (voir n. 14), p. 446.

²¹ *Ibid.*, p. 450.

ce qui prouve l'importance de la propagande impériale dans nos jugements, ont aussi été accusés de subir des échecs militaires. Ainsi Michel III, que les historiens, se fondant sur des sources byzantines disponibles, ont longtemps critiqué, en garda le surnom d'Ivrogne. Or, depuis Henri Grégoire, nous sommes plus attentifs au contexte de la rédaction des sources narratives, qui sont, le plus souvent, des œuvres commanditées par Constantin VII Porphyrogénète, donc destinés à justifier le meurtre de Michel III, par Basile I^{er}, grand-père du Porphyrogénète. En réalité, le règne de Michel III fut plutôt heureux sur le plan extérieur, marqué par le coup décisif qui fut porté contre l'émirat de Mélétiène par son beau-frère Pétrônas²².

Alexis Comnène fut aussi menacé par de nombreux complots, ce qui se comprend, en raison des défaites subies au début du règne, mais les conjurations continuèrent encore après son succès spectaculaire contre les Petchénègues au Lébounion, en 1091. La victoire ne protégeait donc pas nécessairement le trône et Alexis resta accusé de ne pas se soucier suffisamment du sort de l'Empire en Asie Mineure, abandonnée aux Turcs²³.

Le conflit de légitimité

Le sort de Michel V est encore plus singulier. Basile II ne se maria jamais, ne laissa pas d'héritier et ne se préoccupa pas même de marier ses nièces, Théodora et sa sœur cadette Zoé, filles porphyrogénètes du co-empereur, son frère Constantin VIII, tant qu'elles étaient en âge de procréer. Zoé fut toutefois mariée à plusieurs reprises, transmettant le pouvoir qu'elle détenait légitimement, mais ne l'exerça pas, sauf un bref intermède de quelques mois en 1042. En 1041, lors du décès de son deuxième mari, Michel IV le Paphlagonien, circonvenue par l'entourage du souverain défunt, elle décida d'adopter le neveu de ce dernier, lui aussi prénommé Michel. La légitimité de Michel était incontestable, puisqu'il était devenu le fils de l'impératrice légitime. Cette solution était toutefois le fruit d'une négociation entre deux groupes de fonctionnaires et d'eunuques palatins, celui qui entourait les impératrices et qu'elles avaient hérité de leur père Constantin VIII, et celui conduit par le frère de Michel IV, et donc l'oncle de Michel V, Jean l'Orphanotrophe. Psellos, qui n'était pas encore entré au Palais, mais qui y fut introduit peu après, ce qui lui permit donc d'être fort bien informé, donne un compte rendu très négatif de l'accord conclu entre l'impératrice et son fils adoptif. L'entourage de Jean la flatte et lui promet que Michel n'aura de la *basileia* que le nom, qu'elle pour-

²² Skylitzès, Synopsis (voir n. 2), p. 100–101; Skylitzès, traduction (voir n. 2), p. 88–89.

²³ CHEYNET, Pouvoir (voir n. 1), p. 367–369.

ra, si elle le veut, prendre en main toute affaire et que, sinon, elle donnera ses ordres et Michel lui obéira comme un esclave. Toutes ces promesses furent scellées par des serments et Michel, sur des reliques, s'engagea à lui être fidèle (*pistis*).

Ce récit est curieux, car il déconsidère a priori Michel comme *basileus*, puisqu'une des caractéristiques du *basileus autokratôr*, c'est sa capacité à décider sans entrave. Il n'est pas étonnant que Michel V ait cherché assez rapidement à sortir de ce carcan, d'autant plus qu'il y était encouragé par ses parents et par la popularité dont il semblait jouir dans la capitale, sa famille étant issue de l'agora, où se recrutait la partie la plus dynamique de la population constantinopolitaine. Le jeune empereur aspirait par une pente naturelle à gouverner librement et à se débarrasser de toute tutelle, celle de Zoé et celle aussi de son oncle tout-puissant Jean, qu'il écarta imprudemment. Finalement après quelques mois de règne, Michel se décida en avril 1042 à exiler Zoé sur une des Îles aux Princes près de Constantinople et à la faire tonsurer, sous prétexte qu'elle aurait comploté contre lui en tentant de le faire empoisonner. Michel annonça qu'il avait également chassé de l'Église le patriarche Alexis le Stoudite, sans doute parce que dernier restait un ferme partisan des porphyrogénètes²⁴. Alexis avait été personnellement choisi par leur oncle Basile sur son lit de mort, en décembre 1025.

La querelle opposait deux détenteurs légitimes de la *basileia*, situation dont on ne peut sortir sans conflit. De fait, la question fut tranchée par une révolution. Michel V avait des atouts, dont sa jeunesse, qui aurait pu symboliser, comme les rhéteurs de cour n'auraient pas manqué de le souligner, le renouveau de l'Empire face à l'une des dernières représentantes, âgées, d'une dynastie en voie d'extinction. Mais c'est Michel qui fut accusé selon presque toutes les sources d'avoir conçu un projet »tyrannique«, signe que les contemporains (*a posteriori*) avaient choisi leur camp. Seul Kékauménos, qui participa à la défense du Palais contre les émeutiers, se contente de méditer sur l'incertitude du destin, fût-ce chez les souverains apparemment les plus solidement en place²⁵. Ce mouvement de rébellion contre l'initiative de Michel V, acte qui était pourtant conforme à la tradition byzantine selon laquelle un empereur plus dynamique gouverne à la place d'un autre moins efficace, a choisi la légitimité dynastique. Le souverain déchu fut arraché au sanctuaire du Stoudios où il s'était réfugié, et aveuglé, donc comme un rebelle²⁶.

Dans cette affaire, il est singulier que l'empereur Michel V, accédant au trône, ait accepté de voir ses pouvoirs limités par un accord appuyé sur un serment. Cependant cette situation s'est reproduite, lorsqu'un co-empereur

²⁴ Skylitzès, *Synopsis* (voir n. 2), p. 418; Skylitzès, traduction (voir n. 2), p. 346–347.

²⁵ Maria Dora SPADARO (éd.), *Cecaumeno, Raccomandazioni e consigli di un galantuomo*, Alexandrie 1998, p. 186.

²⁶ Skylitzès, *Synopsis* (voir n. 2), p. 420–421; Skylitzès, traduction (voir n. 2), p. 348–349.

était appelé ou s'imposait lui-même. Lorsque Romain Diogène fut introduit au Palais en janvier 1068 pour épauler la régente Eudocie Makrembolitissa, qu'il épousa à cette occasion, il passa aussi une convention (*synthèkai*²⁷ – le même terme que pour un traité avec un prince étranger) avec l'impératrice et les parents de son fils aîné légitime, Michel Doucas. L'affaire était complexe parce que l'empereur Constantin X se sentant mourir avait fait promettre par serment à sa future veuve, Eudocie, de ne pas se remarier, voulant ainsi assurer l'avenir de la dynastie et éviter la présence toujours redoutable d'un co-empereur. Ce testament fut toutefois cassé avec l'accord du patriarche, parce que les invasions de tous côtés, Normands, Petchénègues et surtout Turcs exigeaient la présence sur le trône d'un militaire capable. Eudocie fut ainsi autorisée à épouser Romain Diogène au nom de l'intérêt supérieur des Romains, Constantin Doucas ayant agi à titre privé en raison de la jalousie²⁸.

Eudocie fut aussi poussée à agir, sinon elle risquait de se voir imposer un co-empereur qu'elle n'aurait pas choisi et qui ne la respecterait pas. Nous n'avons pas conservé les termes de l'accord entre Romain et Eudocie, mais il est clair qu'il était prévu de maintenir les droits des héritiers Doucas. L'équilibre fut précaire et Diogène soupçonna toujours les Doucas de s'opposer à ses entreprises. À l'automne 1071, après la défaite des Byzantins à Mantzikert face aux Turcs, rapporte Psellos, qui était à cette date le précepteur de Michel VII Doucas, ce dernier craignant pour sa vie et redoutant la cruauté de Diogène libéré contre toute attente par le sultan, provoqua un coup d'État contre sa mère et Diogène, et, au lieu d'être empereur, se retrouva rebelle²⁹. Il cumulait trois handicaps: l'inimitié des Doucas, l'échec de Mantzikert et le soutien des ennemis, les Turcs.

La défense des jeunes empereurs, face à des co-empereurs cherchant à les éliminer, constituait un puissant motif de mise à l'écart de ces protecteurs jugés défaillants. Lorsque Tzimiskès assassina son oncle l'empereur Nicéphore Phocas avec la complicité de Théophanô, l'épouse de Nicéphore, mais aussi la mère des jeunes *basileis* Basile et Constantin, il lui était difficile d'avancer les arguments habituels de l'incapacité de son prédécesseur ou d'une menace qui pesait sur le bien public, encore que l'accaparement des denrées dont se serait rendu coupable son frère Léon Phocas et qui aurait provoqué une forte hausse du prix du pain, ait constitué un argument de poids pour ses adversaires³⁰. Ya-

²⁷ Psellos, *Chronographie* (voir n. 5), II, p. 150.

²⁸ Nicolas OIKONOMIDES, *Le serment de l'impératrice Eudocie* (1067). Un épisode de l'histoire dynastique de Byzance, dans: *Revue des études byzantines* 21 (1963), p. 101–128 (repris dans: ID., *Documents et études sur les institutions de Byzance [VII^e–XV^e siècles]*, Londres 1976, n° XVI).

²⁹ *Ibid.*, p. 165.

³⁰ Skylitzès, *Synopsis* (voir n. 2), p. 278; Skylitzès, *traduction* (voir n. 2), p. 234. Selon le chroniqueur, qui suit une tradition hostile aux Phocas, Nicéphore «prenait plaisir à voir ses sujets dans l'affliction plutôt qu'il ne leur portait secours».

hya d'Antioche nous a conservé un autre des arguments avancés pour justifier le meurtre de Nicéphore: il aurait songé à écarter et castrer les jeunes *basileis*³¹.

Dans d'autres cas, le conflit potentiel de légitimité a été tranché au profit de l'empereur senior, mais c'est toujours l'intérêt de l'État qui est mis en avant. Nous avons vu qu'Andronic I^{er} Comnène réussit à s'imposer à son jeune cousin Alexis II, puis à l'éliminer. Michel VIII Paléologue, arguant de la menace latine sur les possessions de l'Empire en Europe, se fit couronner co-empereur aux côtés du jeune Jean IV Lascaris, avec l'accord du patriarche Arsène. La reprise de Constantinople, en juillet 1261, ayant confirmé l'approbation divine des entreprises du Paléologue, ce dernier écarta son jeune collègue en l'aveuglant à la Noël 1261. Cette fois-ci le patriarche Arsène, qui condamna l'action de Michel VIII, contraire au serment qu'il avait prêté, fut ensuite déposé. Le schisme arsénite divisa la société byzantine en plaçant les populations d'Asie Mineure dans une farouche opposition qui dura un demi-siècle³². À la légitimité de la victoire providentielle s'opposait la légitimité dynastique, bien entrée dans les mœurs.

L'appel à l'étranger

Beaucoup de prétendants au trône firent appel à des secours venus des pays voisins de l'Empire, introduisant des étrangers sur le territoire impérial. Plusieurs jeunes gens se faisant passer pour le jeune fils de Manuel, Alexis II, assassiné par son cousin Andronic, se réfugièrent auprès du sultan d'Ikonion, auquel l'empereur Manuel avait en effet demandé d'être le garant de la sécurité de son héritier. Ces pseudo-Alexis eurent l'autorisation d'enrôler des auxiliaires turcs avec lesquels ils ravagèrent les provinces d'Asie Mineure et, de ce fait, perdirent une partie de leur popularité auprès des habitants, attachés aux Comnènes qui avaient précisément affermi la sûreté du pays en le protégeant par une série de fortifications.

Les empereurs eux-mêmes risquaient la critique en employant d'anciens ennemis de l'Empire. Basile II, impuissant à enrayer l'avance irrésistible des armées de Bardas Phocas vers Constantinople, s'exposa aux reproches de ses sujets en faisant alliance avec le prince Vladimir de Kiev. Il fit débarquer un contingent de cinq ou six mille Russes à Constantinople, alors que les habitants gardaient le souvenir le plus exécrable des assauts des Russes au cours

³¹ Histoire de Yahya-ibn-Sa'id d'Antioche continuateur de Sa'id-ibn-Bitriq, éd. et trad. par Ignatij KRATCHOVSKY, Aleksandr VASILIEV, dans: *Patrologia orientalis* 18 (1924), p. 827.

³² Sur tous ces événements, voir en dernier lieu, Paris GOUNARIDIS, *To kinèma tòn Arseniàtòn*, Athènes 1999 (en grec).

du siècle précédent et que les traités de commerce conclus avec les Russes prévoyaient toujours que les marchands ne sauraient rester longtemps dans la ville et devaient y entrer désarmés³³.

Après les Russes, ce furent les Latins qui furent regardés avec suspicion. Alexis Comnène fut accusé d'avoir, par son appel intempestif à l'aide occidentale, suscité l'avalanche de la première croisade. Ce reproche n'était sans doute pas sans fondement, mais Anne Comnène, sa fille, qui rédigea son *Alexiade* sous le règne du petit-fils d'Alexis, son neveu Manuel Comnène, se crut obligée de disculper son père de cette accusation. Elle démentit toute implication officielle de l'Empire dans les négociations avec le pape et nia les appels que l'empereur avait lancés aux souverains chrétiens d'Occident en soulignant la détresse de l'Orient face aux méfaits des invasions turques.

Mais le cas le plus explicite fut celui d'Alexis IV. Ce jeune prince, fils d'Isaac II, s'était enfui de Constantinople où l'avait emprisonné son oncle Alexis III Ange. Il chercha refuge auprès de son beau-frère, Philippe de Souabe, empereur germanique, qui lui conseilla de s'adresser, pour recouvrer le trône paternel, aux chefs de la croisade qui se préparait à appareiller pour l'Égypte. Alexis IV suivit ce conseil et, en dépit des objurgations du pape Innocent III et du refus d'une partie des croisés, obtint que la croisade se déviât vers Constantinople avec le succès que l'on sait, puisque, en juillet 1203, Alexis IV occupait le trône aux côtés de son père. Il garda les troupes latines durant tout l'été et employa à sa solde une partie d'entre elles pour dégager la Thrace. Pour payer ce qu'il avait promis aux croisés et aux mercenaires latins engagés, il fut contraint de lever de lourds impôts et de confisquer la fortune de ses adversaires politiques. Les Constantinopolitains prirent en haine les Latins, d'autant plus que ces derniers avaient provoqué des incendies qui avaient ravagé le cœur de la ville. Nicétas Chôniatès, présent dans la capitale au cours de cette année décisive, rapporte l'état d'esprit de l'opinion publique, que partageait même le père d'Alexis, Isaac, furieux d'avoir été écarté au profit du jeune souverain. Des escarmouches opposaient des Grecs et des Latins, en décembre 1204 et en janvier 1205, et les Grecs avaient parfois le dessus. La foule réclamait qu'Alexis IV intervînt avec les soldats pour soutenir les résistants, eux qui étaient fidèles (*pistoi*) et patriotes (*patriôtai*) – il faut comprendre ici attachés à leur patrie, Constantinople. Sinon, cela signifiait qu'Alexis était «du côté des Romains seulement en paroles, mais que son cœur penchait du côté des Latins»³⁴. Alexis, dont le pouvoir reposait effectivement sur les Latins, ne put s'y résoudre.

L'opposition à Alexis s'organisa dans la résidence impériale, au palais des Blachernes, autour d'un de ses parents, Alexis Mourtzouphlos, en développant

³³ Angeliki LAIOU (dir.), *The Economic History of Byzantium from the Seventh through the Fifteenth Century*, Washington DC, 2002, II, p. 724.

³⁴ N. Chôniatès (voir n. 14), p. 560–561.

le thème du souverain qui vit comme les Latins et livre l'État à ses ennemis: Alexis IV fut en somme accusé de trahison. Au même moment, la population de Constantinople se rassembla devant Sainte-Sophie et chercha ouvertement à choisir un nouvel empereur, fomentant une rébellion (*apostasia*) car elle ne trouvait personne pour tirer l'épée contre les Latins. Nicétas Chôniatez était présent en tant que président du Sénat, mais garda le silence, nous dit-il. Il faut reconnaître que les corps constitués de l'Empire étaient bien présents dans la Grande Église, le Sénat et l'assemblée des évêques et l'élite du clergé, même si le chroniqueur prétend qu'ils étaient venus sous la contrainte des émeutiers. Ils étaient chargés de proposer le nom d'un successeur au moment où l'empereur en principe légitime, Alexis IV, occupait encore le Palais. Une telle situation était totalement inédite dans l'histoire de l'Empire. Le peuple réuni à Sainte-Sophie déclarait ouvertement ne pas «vouloir être plus longtemps gouvernés par les empereurs de la famille des Ange»³⁵.

De fait, un certain Kanabos fut choisi et Alexis IV réagit immédiatement en appelant Boniface de Montferrat et tous deux conclurent qu'il fallait qu'une troupe latine chassât les fauteurs de troubles. Mais Alexis Mourtzouphlos devança les Latins en faisant arrêter Alexis IV et en s'emparant du pouvoir comme champion de la résistance. Personne ne se leva pour défendre le malheureux Alexis IV qui avait perdu, aux yeux des habitants de la capitale, toute légitimité pour avoir assis son autorité exclusivement sur une force étrangère, en qui ses sujets, à part une clique de quelques courtisans, voyaient, à juste titre finalement, un danger pour la liberté romaine.

Si le cas d'Alexis IV est le plus édifiant, l'appel jugé excessif à des étrangers soupçonnés de vouloir dépecer l'Empire a également contribué à la démission de l'empereur Jean Cantacuzène en 1354. Ce dernier avait conquis le trône après une longue guerre civile et devait largement sa victoire au soutien des Turcs, Umur émir d'Aydin, puis Orkhan, l'émir ottoman auquel Jean avait accordé la main d'une de ses filles, certes illégitime, mais ce mariage avait évidemment scandalisé l'Église³⁶. Lorsque Jean abandonne le pouvoir, beaucoup de facteurs entrent en jeu, mais l'opinion publique de la capitale ne lui pardonnait pas d'avoir à ce point ouvert les routes de l'Europe aux Turcs, d'autant plus qu'un tremblement de terre leur avait permis de s'emparer de Gallipoli. Les Ottomans, pourtant alliés officiels de Jean VI, refusèrent de céder la place forte, clé des Dardanelles. Jean VI comprit qu'il avait perdu sa légitimité et que sa position était intenable à terme, même si, dans ses mémoires, il s'est efforcé de repousser cette accusation.

L'idée de la prééminence du bien commun parcourt les miroirs des princes et parfois la pensée des souverains: »Rien ne réjouit tant notre majesté que la

³⁵ Ibid., p. 562.

³⁶ Ioannis Cantacuzeni Historiarum libri IV, éd. par Ludwig SCHOPEN, Bonn 1828, II, p. 565-589.

paix et la prospérité de ses sujets, l'amélioration et le redressement des affaires publiques pour eux». Ainsi s'exprimait Léon VI dans son préambule aux *Taktika* qu'il a rédigé. Trois siècles plus tard Démétrios Chômatianos, archevêque de Bulgarie, dans une lettre à Théodore Comnène Doucas, maître de l'Épire³⁷, reprend ce thème dans un texte remarquable, non quant au fond, très classique, mais compte tenu des circonstances, l'époque de troubles postérieure à 1204, dans l'atmosphère de rivalité avec le *basileus* de Nicée. Chômatianos rappelle que l'empereur est ceint de l'autorité, porte le glaive, est maître de la richesse... en vue du bien commun (*h tou koinou lusiteleia*). Celui qui gouverne à la manière d'un empereur châtie ceux qu'il châtie, non pour son intérêt personnel, mais pour les autres, pour la société (*koinon*). En effet, quand Dieu punit, il agit pour l'utilité de tous et non à titre privé... Tout le discours est de la même veine. On y trouve quelques mots clés: l'utilité commune, le souci des sujets et l'absence de tout intérêt personnel. Ces thèmes étaient déjà présents chez Psellos qui voyait dans la *basileia* une liturgie, une charge au service du bien commun. Tout ce qui paraît accompli dans un intérêt particulier devient condamnable. C'était le fondement des critiques de Jean Zônaras envers Alexis Comnène qu'il accusait d'avoir enrichi sa proche famille en prélevant les richesses du fisc et d'avoir négligé le reste des sujets, manière polémique d'interpréter la mise en place des grandes donations sous forme de *pronoiai* (des attributions viagères de revenus fiscaux)³⁸.

Ces idées remontaient aux Grecs de l'Antiquité. P. Magdalino a montré qu'à partir du XI^e siècle, elles pouvaient s'être répandues chez les intellectuels plus ou moins critiques par le biais de commentaires à la politique d'Aristote ou par un intérêt renouvelé pour l'histoire et le droit romains³⁹.

Sous les Paléologues, ces idées firent leur chemin et certains penseurs politiques commencèrent à en tirer des réflexions réformatrices dans le domaine régalien par excellence qu'était la levée de l'impôt. Sous Andronic II, alors que l'Empire est affaibli par la perte de ses provinces d'Asie Mineure, désastre qui retentit sur le prestige de la fonction impériale, un débat s'ouvre sur les droits respectifs de l'empereur et du fisc. Thomas Magistros, dans un discours sur la *basileia*, explique que l'empereur doit offrir d'importantes richesses aux soldats qui combattent pour le bien commun. Ces bienfaits doivent être prélevés sur la richesse personnelle de l'empereur, car ses propres ressources sont en fait la propriété de ses sujets. De même, il refuse à l'empereur le droit de

³⁷ Demetrii Chomateni ponemata diaphora, rec. Günter PRINZIG, Berlin, New York 2002 (CFHB XXXVIII, Series Berolinensis), ch. I, p. 221–222.

³⁸ Ioannis Zonarae Epitomae historiarum, t. III, éd. par Moritz PINDER, Bonn 1897 (CSHB), p. 767.

³⁹ Paul MAGDALINO, Aspects of Twelfth-Century Byzantine *Kaiserkritik*, dans: Speculum 58 (1983), p. 342–343 (repris dans: ID., Tradition and Transformation in Medieval Byzantium, Aldershot 1991 [Variorum Reprints], n° VIII).

s'approprier les trésors monétaires découverts par hasard ou de confisquer la fortune de ceux qui meurent sans héritier⁴⁰. De telles propositions conduisaient, on le voit, à refuser tout prélèvement supplémentaire et à justifier tout soulèvement contre les exactions fiscales. Le discours est élaboré au début du XIV^e siècle, mais le refus des innovations (*kainotomiai*) notamment en matière d'impôt est une constante de l'idéologie politique byzantine.

Conclusion

L'idée du pouvoir absolu de l'empereur doit être rejetée, même si c'est celle qui se dégage de la législation et de la propagande impériales. Non seulement le souverain reste le *doulos* (serviteur) du Seigneur et se doit d'observer les lois divines, ce que soulignent à l'envi tous les panégyriques, mais ses sujets considèrent implicitement, puisque le dogme officiel ne donne aucune limite au pouvoir de l'empereur, que ce dernier est lié par un contrat – moral – envers son peuple. Il est responsable du destin du peuple élu de Dieu ou, en terme plus politique, de la *politeia* des Romains, en sorte que ses actions ont nécessairement pour but sa survie et sa prospérité.

La révolte contre un souverain trouve sa légitimité fondamentalement dans cette notion du bien commun et donc tout ce qui est met en danger l'État que Dieu protège peut constituer un juste motif pour renverser un empereur, qui n'est plus de ce fait qu'un tyran. L'incompétence de l'empereur est le motif le plus souvent invoqué, que ce soit l'incompétence à mener des guerres victorieuses ou à savoir distribuer équitablement les bienfaits impériaux. L'injustice n'est qu'un des aspects de cette incapacité à gouverner comme un empereur. Ne pas reconnaître, en les récompensant à leur juste mesure, les qualités de leurs meilleurs sujets, expose les souverains au risque d'une réaction violente soutenue par une majorité de l'opinion publique. Curieusement, l'impiété ou l'hérésie impériales n'ont pas provoqué de révolte ouverte, en partie parce que ces aspects d'un règne ne sont révélés qu'après la mort des souverains. Les restes de Constantin V ont été jetés hors de son tombeau aux Saints-Apôtres sur ordre de l'impératrice Théodora, conseillée par le patriarche Méthode, c'est-à-dire bien après 843 et donc bien après la mort du champion de l'iconoclasme⁴¹. C'est ce qu'on pourrait appeler une rébellion *a posteriori* contre la politique de ce grand souverain.

⁴⁰ Toutes références dans Angeliki LAIOU, Le débat sur les droits du fisc et les droits régaliens au début du XIV^e siècle, dans: *Revue des études byzantines* 58 (2000), p. 102-110.

⁴¹ Philip GRIERSON, The Tombs and Obits of the Byzantine Emperors (337-1042), dans: *Dumbarton Oaks Papers* 16 (1962), p. 53-54.

Les exigences des sujets envers leurs souverains ne firent que s'accroître sous les faibles successeurs de Michel Paléologue. Il y a un élargissement du thème de la critique impériale, qui s'approfondit. Contre leur allégeance, les sujets surent exiger des privilèges et négocier le niveau des impôts. Alors que les institutions byzantines ne connaissent pas l'idée occidentale d'un contrat entre le souverain et ses sujets et notamment leurs principaux serviteurs, à Byzance, de fait, les responsables se comportent comme si un tel contrat existait. Cette notion du bien commun est le fondement de la critique des empereurs selon les chroniqueurs.